

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Brigitte MARTEL
E-mail : brigitte.martel@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.95
Dossier n° 97/0020

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n° 19 258

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-12-2ème alinéa ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) ;

VU le dossier de déclaration déposé le 20 octobre 1997 en Sous-Préfecture de MONTBRISON par la **S.A. LINOSSIER** au titre de la rubrique 1172-3 de la nomenclature pour les activités de fabrication de comprimés désinfectants à base de produits chlorés exercées sur le territoire de la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT - Route de St Marcellin ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 mars 2002 proposant compte tenu des accidents survenus dans l'entreprise susvisée la réalisation d'une étude de dangers ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 3 avril 2002 ;

CONSIDERANT que les accidents intervenus montrent que la **S.A. LINOSSIER** ne maîtrise pas toujours ses procédés, que ses défaillances peuvent avoir des conséquences notables sur l'environnement et les personnes et portent atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé et que dans ces conditions il apparaît nécessaire de prescrire la réalisation d'une étude de dangers qui permettra de déterminer les mesures à mettre en œuvre afin d'assurer leur protection ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La Société LINOSSIER S.A. qui exploite sur la commune de ST JUST ST RAMBERT- Route de St Marcellin une installation de stockage et emploi de substances très toxiques pour l'environnement aquatique produira une étude des dangers présentés par les installations.

Cette étude de dangers d'une part, exposera les dangers que peut présenter l'installation en cas d'accident, en présentant une description des accidents susceptibles d'intervenir, que leur cause soit d'origine interne ou externe, et en décrivant la nature et l'extension des conséquences que peut avoir un accident éventuel, d'autre part, justifiera les mesures propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident, déterminées sous la responsabilité de l'exploitant.

En particulier, l'étude comportera l'examen approfondi du risque de dégagement de vapeurs chlorées.

Cette étude précisera notamment, compte tenu des moyens de secours publics portés à sa connaissance, la nature et l'organisation des moyens de secours privés dont l'exploitant dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre.

ARTICLE 2 : L'exploitant remettra l'étude demandée en 5 exemplaires à Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4.: M. le Sous Préfet de MONTBRISON, M. le Maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

Pour le Préfet
et pour l'égation
Le Secrétaire Général

Philippe D. C. C. C. C.

20 MAI 2002

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur de la S.A. LINOSSIER
route de St Marcellin
42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT
- M. le Sous Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le Maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT
- M. l'Inspecteur des installations classées -Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche
et de l'Environnement.
- Archives
- Chrono

Pour le P.C.D.
et par délégation
l'Attaché
Chef de Service
J. PELLET